

Budget fédéral 2022

Réaliser la transition



Mémoire présenté par **Équiterre**
au Comité permanent des finances de la Chambre des communes du Canada
dans le cadre des consultations prébudgétaires 2022

Août 2021

Liste de recommandations

Agriculture

Que le gouvernement :

- Soutienne directement les agriculteur.trice.s afin d'accélérer l'adoption de pratiques favorisant la santé des sols ;
- Élabore une stratégie pancanadienne sur la santé des sols ;
- Développe un réseau pancanadien de partage d'informations et de ressources sur la santé des sols ;
- Finance la recherche sur la rentabilité afin d'identifier les avantages économiques des meilleures pratiques en santé des sols sur différents systèmes de production ;
- Finance la formation et l'embauche de 1000 agent.e.s en services-conseils supplémentaires.

Énergie et climat

Que le gouvernement :

- Publie une feuille de route menant à l'élimination des subventions inefficaces aux combustibles fossiles d'ici 2025, afin de respecter l'engagement du Canada envers le G20 et le G7 à cet effet.
- Adopte une loi robuste et un plan de transition équitable qui soutiendraient les travailleur.euse.s et les communautés dépendant de l'exploitation des énergies fossiles.

Mobilité

Que le gouvernement se dote d'un plan d'action sérieux et clair pour atteindre la cible de 100% de ventes de VZE neufs en 2035.

Économie circulaire

Que le gouvernement se dote d'une stratégie nationale d'économie circulaire élaborée en collaboration avec les provinces, les territoires et les municipalités.

Agriculture

Nouveau cadre stratégique

Nous vivons un moment crucial pour le futur de l'agriculture canadienne. La pandémie de COVID-19 a mis en lumière la fragilité de notre système. Cette année, les épisodes de chaleur extrême et de sécheresse obligent certaines municipalités à déclarer l'état de « désastre agricole »¹. Nous devons augmenter la résilience de l'agriculture canadienne. Les investissements de 270 millions de dollars annoncés dans le budget 2021, visant à soutenir les agriculteur.trice.s dans l'adoption de pratiques agro-environnementales, posent les bases d'une ambition accrue du gouvernement.

Dans cette perspective, le prochain cadre stratégique agricole doit adopter une vision ambitieuse pour l'agriculture durable, incluant des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), l'adaptation au climat changeant et aux événements climatiques extrêmes, et le renforcement de la résilience, notamment via la diversification. Ce nouveau partenariat devra inclure une stratégie allouant aux paiements pour les programmes agro-environnementaux une part croissante des fonds sur cinq ans. La santé des sols devra être une priorité en raison de ses bénéfices économiques et environnementaux reconnus.

Agriculture régénératrice et santé des sols

Les politiques climatiques et agricoles doivent aider des dizaines de milliers d'agriculteur.trice.s supplémentaires à implanter de meilleures pratiques pour protéger la santé des sols, entraînant des avantages à la fois environnementaux et économiques². Le budget 2022 devrait s'appuyer sur les investissements dans les solutions climatiques agricoles annoncés en 2021, jetant ainsi les bases d'ambitieux programmes pancanadiens qui améliorent la santé des sols, en tant que priorité du prochain cadre stratégique.

Recommandations

Que le gouvernement :

- **Soutienne directement les agriculteur.trice.s afin d'accélérer l'adoption de pratiques favorisant la santé des sols (50M\$ en 2022).**

Le budget 2022 devrait permettre de tester des programmes sur les cultures de couverture, la gestion de l'azote, le pâturage en rotation et la conservation des terres. Un soutien supplémentaire devrait couvrir les amendements organiques, la diversification des cultures, les zones tampons, la prévention de la compaction et la gestion intégrée des ravageurs. Cela

¹ The Energy Mix, [Two Manitoba Municipalities Declare Agriculture Disaster](#), 2021

² Équiterre, [Le pouvoir des sols: Une feuille de route au profit des agriculteurs et de la résilience climatique](#), 2021

devrait s'insérer dans un nouveau programme, Agri-résilience³, pour accompagner les agriculteur.trice.s dans la transition vers des pratiques durables réduisant le risque climatique.

- **Élabore une stratégie pancanadienne sur la santé des sols (6M\$ sur trois ans).**

Cette stratégie galvaniserait l'action de toutes les parties concernées ; elle comprendrait une évaluation de l'état des sols agricoles canadiens et permettrait de faire le suivi de ceux-ci dans une perspective d'amélioration continue.

- **Développe un réseau pancanadien de partage d'informations et de ressources sur la santé des sols (2M\$ en 2022).**

- **Finance la recherche sur la rentabilité (3M\$ en 2022).**

Ce soutien permettrait d'identifier les avantages économiques des meilleures pratiques en santé des sols sur différents systèmes de production, régions et types de fermes (3M\$ en 2022).

- **Finance la formation et l'embauche de 1000 agent.e.s en services-conseils supplémentaires (100M\$ par an).**

Cela renforcerait les opportunités de formation sur la santé des sols à travers l'éducation, la formation entre agriculteur.trice.s et les services-conseils indépendants et qualifiés.

Énergie et climat

À l'été 2021, l'Ouest canadien a de nouveau été le théâtre de feux de forêt dévastateurs et les Prairies connaissent une sécheresse extrême. Avec les changements climatiques, ces épisodes météorologiques autrefois exceptionnels seront de plus en plus fréquents.

Une réponse logique serait d'arrêter de financer la cause bien documentée de ce réchauffement, soit le secteur qui émet le plus de GES au Canada : les énergies fossiles. Pourtant, parmi les pays de l'OCDE membres du G20, le Canada demeure le plus lent à définancer les combustibles fossiles.⁴ Les subventions fédérales sont même passées de 600M\$ millions de dollars en 2019 à 1,9 milliard de dollars en 2020, sans compter les subventions au projet Trans Mountain ou celles résultant d'un soutien au crédit, notamment via Exportation et développement Canada.⁵

³ Équiterre, [Vers la création d'un programme Agri-résilience](#), 2020

⁴ Anna Geddes et al., [Doubling Back and Doubling Down: G20 scorecard on fossil fuel funding](#), 2020

⁵ Vanessa Corkal, [Federal Fossil Fuel Subsidies in Canada: COVID-19 edition](#), 2021

Recommandations

Que le gouvernement :

- **Publie une feuille de route menant à l'élimination des subventions inefficaces aux combustibles fossiles d'ici 2025, afin de respecter l'engagement du Canada envers le G20 et le G7 à cet effet.**⁶⁷

Le respect de cet engagement pris il y a déjà douze ans permettrait au Canada d'éviter de compromettre le déploiement du plan climat renforcé⁸ et l'atteinte de la cible de 45% de réduction des émissions de GES du pays, identifiée dans sa contribution déterminée au niveau national, en plus de libérer des capitaux pour la transition vers une économie à faible émission de carbone.

Mettre fin au financement public du secteur pétrolier et gazier doit avoir comme corollaire l'appui à la transition équitable pour la main-d'œuvre de ces industries, afin de mettre leur expertise à contribution face à l'immense défi qui nous attend. En cessant le financement public des projets d'énergie fossile, le Canada dégage des fonds importants pour financer la transition des travailleur.euse.s.

- **Adopte une loi robuste et un plan de transition équitable qui soutiendraient les travailleur.euse.s et les communautés dépendant de l'exploitation des énergies fossiles.**

Pour respecter ses engagements climatiques et atteindre la carboneutralité d'ici 2050, le Canada devra transformer en profondeur son secteur énergétique plutôt que de se limiter au secteur du charbon. En 2019, l'exploitation pétrolière et gazière était responsable de 26% des émissions de GES canadiennes.⁹

Cette décarbonisation rapide de notre économie ne pourra se faire que si les parties impliquées envisagent un avenir prospère au-delà des combustibles fossiles. C'est pourquoi la main-d'œuvre de cette industrie doit être impliquée et soutenue durant ce processus de diversification économique.

Une loi sur la transition juste permettrait justement de concrétiser ce dialogue et préparer la transformation de ce secteur économique. Le gouvernement doit également présenter un plan d'action ciblé comprenant des investissements en formation, transfert de compétences et aide au démarrage d'entreprise dans les secteurs de l'économie verte et circulaire.

⁶ G20, [Leaders' Statement: The Pittsburgh Summit](#), 2009

⁷ G7, [Ise-Shima Leaders' Declaration](#), 2016

⁸ Canada, [Un environnement sain et une économie saine](#), 2020

⁹ Gouvernement du Canada, [Émissions de gaz à effet de serre](#), 2021

Mobilité

En 2021, en plus de l'adoption d'une nouvelle cible climatique, le Canada a annoncé la fin de la vente de véhicules à essence en 2035, soit cinq ans plus tôt que prévu. Or, en 2020, les véhicules zéro émission (VZE) ne représentaient que 3,5% des ventes de véhicules neufs, alors que les camions légers ont atteint une part record de 79%, contribuant ainsi à la stagnation des émissions de GES du secteur des transports.

Alors que les conséquences de la crise climatique sont de plus en plus évidentes, le gouvernement doit accélérer l'électrification des véhicules légers et assurer l'atteinte de ses objectifs. Avec une norme fédérale sur les VZE, ce secteur pourrait atteindre une valeur économique de 152 milliards de dollars et 1,1 million d'emplois au Canada en 2040.¹⁰

Recommandation

Que le gouvernement se dote d'un plan d'action sérieux et clair pour atteindre la cible de 100% de ventes de VZE neufs en 2035, notamment en :

- Établissant des cibles intérimaires d'ici 2035, accompagnées de mesures permettant de les atteindre ;
- Réformant son programme d'écoprélevement et son programme iVZE afin d'établir un système de redevance-remise autofinancé¹¹ et alléger le fardeau fiscal associé aux subventions à l'achat de VZE ;
- Implantant une norme pancanadienne afin d'accroître et d'équilibrer l'offre de VZE au pays.

Pour décarboniser rapidement les véhicules légers, il est nécessaire d'adopter une stratégie rigoureuse et structurante agissant à la fois sur l'offre et la demande, comprenant des solutions réglementaires et fiscales combinant une norme VZE pancanadienne, un système de redevance-remise, et d'autres mesures telles qu'un programme de mise au rancart des véhicules à essence et des investissements supplémentaires dans les infrastructures de recharge, un resserrement du cadre réglementaire de la publicité automobile, etc.

Économie circulaire

Le système économique linéaire de notre société est basé sur l'extraction de matières premières, la production massive de biens, une consommation accélérée, puis la mise au rebut. Plus de 90% des matières extraites sur la planète sont utilisées une seule fois¹². Le

¹⁰ ICCT, [Stimulating zero emission vehicle adoption and economic impacts in Canada](#), 2020

¹¹ Pour en savoir plus sur un système de redevance-remise adapté au contexte canadien et fiscalement neutre, consultez l'étude *La route vers la mobilité à faible empreinte carbone : un système de redevance-remise pour les véhicules légers au Canada*, 2020

¹² Circle Economy, [The Circularity Gap Report 2021](#), 2020

Le poids des produits fabriqués par l'humanité a d'ailleurs dépassé celui des formes de vie sur Terre en 2020¹³.

L'économie linéaire produit une quantité insoutenable de GES. L'accaparement des terres naturelles pour les activités d'extraction et de production contribue d'ailleurs au déclin du vivant. Il est impératif de revoir cette course à la production de biens à usage unique et d'innover pour réduire la pression exercée sur nos ressources naturelles et nos milieux de vie.

Or, le Canada n'a pas de stratégie pour transiter vers une économie circulaire. Celle-ci peut pourtant jouer un rôle fondamental dans une relance durable, par exemple en développant le secteur de la réparation de biens domestiques dans une perspective de transition juste, notamment pour la main-d'œuvre de secteurs voués à disparaître comme les énergies fossiles.

La réflexion sur la transition de la main-d'œuvre doit s'articuler autant autour des axes de la haute technologie, déjà visés par le gouvernement, que de la basse technologie (*low tech*). En matière d'alimentation, d'énergie, d'agriculture, de mobilité ou de gestion des matières résiduelles, le *low tech* demeure sous-exploité au Canada et mérite une attention particulière.

Recommandation

Que le gouvernement se dote d'une stratégie nationale d'économie circulaire élaborée en collaboration avec les provinces, les territoires et les municipalités, comprenant :

- Le développement d'indicateurs de circularité pour les secteurs économiques et industriels ;
- L'identification d'une cible 2050 pour chacun des indicateurs de circularité, avec des cibles intermédiaires en 2030, 2035, 2040, 2045 ;
- Une revue du cadre législatif et réglementaire pour réduire les obstacles au développement de l'économie circulaire ;
- L'inclusion de critères de circularité dans les approvisionnements ;
- Un accélérateur de circularité pour aider les entreprises en économie circulaire déjà existantes à prospérer et les nouvelles entreprises à démarrer leurs activités.
- L'arrimage d'une stratégie d'emplois en économie circulaire avec le plan de transition équitable pour la main-d'œuvre des secteurs pétrolier et gazier.

¹³ Elhacham, E., Ben-Uri, L., Grozovski, J. et al. [Global human-made mass exceeds all living biomass](#). Nature 588, 442–444, 2020